

# Faire face à la pandémie de COVID-19 au Moyen-Orient et en Asie centrale

Avril 2020

## 1. Les chocs

- **La région du Moyen-Orient et de l'Asie centrale subit deux chocs violents qui se renforcent l'un l'autre.** Outre les effets dévastateurs sur la santé des populations, la pandémie de COVID-19 et la chute des prix du pétrole causent des turbulences économiques considérables dans la région par la voie de chocs simultanés sur l'offre et la demande. Presque tous les pays de la région ont déclaré des cas confirmés de COVID-19, et les prix du pétrole ont baissé de plus de 50 % depuis le début de l'année.
- **La pandémie a fortement perturbé les échanges commerciaux et a entraîné des pertes considérables, pour des secteurs et des entreprises riches en emplois.** Les mesures d'endiguement prises par les grands pays et les principaux partenaires commerciaux ont réduit sensiblement la demande extérieure. Le ralentissement de l'économie mondiale qui en résulte a des effets néfastes sur les chaînes de valeur mondiales dans la région, ainsi que les secteurs riches en emplois du commerce de détail et de l'industrie manufacturière, et les petites et moyennes entreprises. En même temps, les mesures d'endiguement restrictives qui ont été adoptées par les gouvernements des pays de la région et la crainte de la contagion pèsent sur la confiance des consommateurs, en particulier dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et du commerce de détail. Entre-temps, les conditions financières mondiales se sont durcies brusquement, ce qui accentue les problèmes de la région.
- **Les répercussions pourraient être de longue durée.** Si l'incertitude entourant l'ampleur et la durée de la crise est considérable, cette pandémie aggravera le problème de chômage de la région et accentuera la vulnérabilité déjà élevée de nombreux pays sur le plan de l'endettement public extérieur.

## 2. Ripostes des pays

- **Les pays ont réagi rapidement à la crise.** Ils ont pris des mesures pour protéger les vies, contenir la propagation du virus et aider les secteurs durement touchés. Si tous les pays ont augmenté leurs dépenses de santé pour faire face à l'urgence et renforcer les infrastructures sanitaires, les ripostes sanitaires ont varié selon l'état de préparation et les niveaux existants de dépenses.
- **L'ampleur des mesures budgétaires a varié d'un pays à l'autre en fonction de la marge disponible.** Beaucoup de pays ont annoncé un ensemble de mesures de soutien budgétaire, portant à la fois sur les recettes et les dépenses, et représentant en moyenne 3,8 % du PIB.
- **Les banques centrales ont offert une aide immédiate.** Sept pays ont annoncé des mesures de soutien à la liquidité, représentant en moyenne 3,4 % du PIB. Les politiques monétaires ont été assouplies dans l'ensemble de la région, et les taux de change ont été utilisés comme tampon si nécessaire.

## 3. Perspectives et vulnérabilité

- **Les répercussions économiques seront considérables : la région enregistrera une contraction de 3,1 % en moyenne en 2020.** La plupart des pays ont révisé leur croissance à la baisse de plus de 4 points de pourcentage en un an, ce qui équivaut à amputer de 425 milliards de dollars la production

totale de la région. Pour presque tous les pays, ces révisions sont plus marquées que celles observées pendant la crise financière mondiale de 2008 et le choc pétrolier de 2015.

- **Les pays fragiles et les pays touchés par un conflit seraient très durement touchés.** Le ralentissement économique devrait exacerber les problèmes déjà considérables de ces pays dans le domaine humanitaire et sur le plan des réfugiés, d'autant que le mauvais état de leurs infrastructures sanitaires et de leurs conditions de vie pourrait faciliter une propagation rapide de la pandémie.
- **Les soldes extérieurs et budgétaires sont sous pression.** Les pays exportateurs de pétrole subissent un double choc, à savoir une baisse de la demande mondiale et une chute des prix du pétrole : les exportations de pétrole devraient baisser de plus de 250 milliards de dollars pour l'ensemble de la région. En conséquence, les soldes budgétaires devraient devenir négatifs, dépassant 10 % du PIB dans la plupart des pays. Les pays importateurs de pétrole souffriraient d'une forte baisse des envois de fonds, ainsi que des investissements et flux de capitaux en provenance des pays exportateurs de pétrole. La forte détérioration de leur déficit budgétaire, due au ralentissement de la croissance sur les recettes fiscales et à une augmentation des dépenses, devrait porter la dette publique à près de 95 % du PIB dans la région MOANP.
- **La vulnérabilité s'accroît, conformément à la tendance mondiale.** Le niveau élevé des dettes venant à échéance présente des risques de financement dans l'état actuel des marchés. Un endettement public élevé risque de limiter l'espace budgétaire disponible pour prendre des mesures supplémentaires.

### 3. Priorités

- **La priorité immédiate est de sauver les vies.** Il convient d'engager les dépenses de santé essentielles, quel que soit l'espace budgétaire disponible. Il faut remettre à plus tard les dépenses non essentielles afin de dégager de l'espace. Des financements extérieurs et de l'aide des donateurs pourraient être nécessaires.
- **Les pouvoirs publics doivent chercher à protéger les moteurs de la croissance, en atténuant les répercussions sur les ménages, les secteurs durement touchés et les PME.** Sur le plan budgétaire, il convient de mettre en place des filets adéquats de protection sociale et de fournir des allègements fiscaux, des subventions et des transferts de manière temporaire et ciblée. Les politiques monétaires et financières doivent veiller à satisfaire les besoins de liquidité et à préserver la solidité financière.
- **À terme, l'objectif doit consister à placer l'économie sur la voie d'une croissance durable.** Il s'agit de rétablir la confiance, en fournissant un soutien budgétaire et monétaire généralisé là où il existe une marge de manœuvre et en sollicitant une aide extérieure lorsque cette marge est réduite. Il ne faut mettre fin à ce soutien que lorsque la reprise économique sera bien en place, et les mesures protectionnistes devraient être évitées.

### 3. Le rôle du FMI

- **Le FMI fait face à une demande exceptionnelle d'aide d'urgence.** Jusqu'à présent, 12 pays de la région ont sollicité un financement du FMI. La République du Kirghizistan a été le premier pays membre à bénéficier d'une aide au titre de l'instrument de financement rapide et de la facilité de crédit rapide, qui a été accordée depuis à la Tunisie aussi. Le nouveau programme de la Jordanie qui est appuyé par le FMI fait de la place aux dépenses de santé cruciales. Le Maroc a procédé à un

tirage au titre de sa ligne de précaution et de liquidité pour faire face à des besoins liés à la crise actuelle.

- **Le département Moyen-Orient et Asie centrale coopère étroitement avec les pays membres qui en relèvent.** Plusieurs téléconférences régionales ont été organisées pour dialoguer avec les autorités à propos des chocs qui évoluent rapidement. Les services du FMI fournissent des conseils en continuant de s'entretenir de manière bilatérale avec les pays et de partager les initiatives et les meilleures pratiques de l'institution.
- **Nous continuons de coordonner étroitement notre action avec les institutions financières internationales, les banques multilatérales et régionales de développement et les donateurs.** Pour l'ensemble de la région relevant du département Moyen-Orient et Asie centrale, les services du FMI coopèrent étroitement avec leurs collègues de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, et coordonnent leur action avec les organismes régionaux, parmi lesquels le FMA, l'AMSED et le CAREC, en vue d'obtenir des conseils, de l'aide financière, de l'appui de donateurs et des allègements de dette.

<b>MOANP – Principaux indicateurs</b>			
	2019	2020	2021
<b>Croissance du PIB réel (évolution en pourcentage)</b>			
<b>MOANP</b>	<b>0.7</b>	<b>-3.1</b>	<b>3.9</b>
Exportateurs de pétrole	-0.8	-4.2	4.7
Dont : CCG	0.6	-2.7	3.3
Importateurs de pétrole	3.5	-1.0	2.5
<b>Croissance du PIB hors pétrole<sup>1</sup> (évolution en pourcentage)</b>			
Exportateurs de pétrole	1.8	-5.0	3.9
Dont : CCG	2.4	-4.3	3.2
<b>Solde budgétaire (% du PIB)</b>			
MOANP	-4.1	-10.8	-8.6
Exportateurs de pétrole	-3.0	-11.8	-9.2
Dont : CCG	-2.1	-10.4	-8.1
Importateurs de pétrole	-7.3	-8.5	-7.0
<b>Solde budgétaire hors pétrole (% du PIB hors pétrole)</b>			
Exportateurs de pétrole MOANP	-30.4	-31.2	-27.5
Dont : CCG	-34.9	-34.4	-30.6
<b>Solde courant (% du PIB)</b>			
MOANP	<b>0.6</b>	<b>-5.5</b>	<b>-4.5</b>
Exportateurs de pétrole	2.7	-5.8	-4.5
dont : CCG	5.6	-3.1	-2.1
Importateurs de pétrole	-5.4	-4.9	-4.4
<sup>1</sup> Hors Libye, parce que les données sur le PIB hors pétrole ne sont pas disponibles.			